

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat : 0023

NOTE

13 /20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

2

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE
(signature)

2

COMPOSITION DE Cas pratique de droit pénal

Suite à la plainte déposée par Mme Dupont à l'encontre de M. Robert, les forces de l'ordre procèdent à une enquête et à l'interpellation de ce dernier. Il convient de s'interroger sur les infractions qui peuvent être relevées à l'encontre de M. Robert (I), sur la validité des actes d'enquête (II) et enfin sur les suites judiciaires éventuelles (III).

I : les infractions qui peuvent être relevées à l'encontre de M. Robert.

Différents actes de M. Robert doivent être envisagés : les violences sur Mme Dupont (A) ; les violences sur son fils (B) ; les punitions infligées à son fils (C) ; la revente d'objets (D) ; les menaces faites à ^{Mme Dupont (E)} ~~son fils~~ ; la mixité à la porte de celle-ci (F).

A - les violences sur Mme Dupont

~~En l'absence~~ M. Robert est violent envers Mme Dupont : il la gifle et lui donne des coups de poing. En l'absence de précisions, nous supposons que ces violences n'ont pas entraîné d'incapacité de travail.

Il convient d'envisager la prévention de violences légères prévues à l'article 222-13 du code pénal. Ce délit est constitué pour des violences légères commises par le concubin de la victime (6°).

L'élément matériel de l'infraction est constitué par la réunion d'un

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

comportement, d'un résultat et d'un lien de causalité. En l'espèce, M. Robert porte des coups de poing à la victime, ce qui caractérise le comportement de violence. Le résultat se trouve bien constitué par l'absence d'incapacité de travail. Le lien de causalité est non pertinent en l'espèce. Par ailleurs, la situation de concubinage est bien constituée.

L'élément moral de l'infraction nécessite la réunion d'un dol général et d'un dol indéterminé. En l'espèce, M. Robert porte volontairement des coups à Mme Dupont, le dol général est bien constitué. En portant des coups de poing au visage, il ne peut connaître les résultats produits par avance, le dol indéterminé est dès lors constitué.

Par conséquent l'infraction de violences légères n'ayant entraîné aucune incapacité de travail, commise par un concubin est constituée.

Les peines principales encourues à ce titre sont de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

B- les violences sur le fils de Mme Dupont

La prévention et le raisonnement sont identiques au cas précédent.

Certaines différences doivent toutefois être notées :

du niveau de l'élément légal c'est le fait que l'enfant soit un mineur de quinze ans qui justifie l'application de l'article 22-13 (1°), l'enfant a 10 ans.

En l'absence d'informations précises, nous ne savons pas si les violences sont graves ou non. Dans le cas de simples corrections, la jurisprudence française et européenne admet que des corrections puissent être portées sur les enfants. En l'espèce, et compte tenu du caractère violent de M. Robert, il est probable que les coups soient excessifs.

Si l'infraction est constituée, M. Robert risque une peine de

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

5 ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende du fait de la circonstance aggravante prévue au dernier alinéa de l'article 222-13: violences commises sur un mineur de 15 ans par une personne ayant autorité sur lui. En l'espèce, l'enfant a 10 ans et en tout cas il semble de fait que M. Robert exerce sur lui une certaine autorité.

C. Les punitions infligées à l'enfant.

M. Robert enferme l'enfant dans un placard et le prive de nourriture ou de douche.

Il convient d'envisager l'infraction de mise en péril de mineurs prévue à l'article 227-15 du code pénal: le fait pour une personne ayant autorité sur un mineur de 15 ans de le priver d'aliments ou de soins, au point de compromettre sa santé.

Élément préalable à l'infraction, le mineur de 15 ans est en l'espèce constitué puisque l'enfant a 10 ans.

L'élément matériel est constitué par les éléments suivants: une privation de nourriture ou de soin; cet élément est bien présent. Un risque pour la santé de l'enfant. En l'espèce on peut conclure que priver un enfant de 10 ans de nourriture et de hygiène est de nature à mettre en péril sa santé. Un lien de causalité: ce sont bien les punitions qui présentent un danger pour l'enfant.

L'élément intentionnel de l'infraction est constitué par la volonté d'exercer les punitions. En l'espèce M. Robert inflige volontairement ces punitions.

L'infraction est donc constituée et M. Robert risque à ce titre une peine principale de 7 ans d'emprisonnement et 100 000 euros d'amende.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

D- la revende d'objets.

M. Robert reçoit des objets neufs qu'il revend par la suite. Nous pouvons envisager à son encontre l'infraction de recel.

Prévue à l'article 321-1 du code pénal, le recel est le fait de détenir ou transmettre une chose provenant d'un délit ou d'un crime.

L'élément préalable nécessite l'existence d'une crime ou d'un délit, et une chose en provenant. En l'espèce, il n'y a aucune certitude à ce sujet, mais de nombreux indices laissent penser que les objets pourraient provenir d'un vol. Par ailleurs, les objets en question sont bien des choses au sens de l'article 321-1.

L'élément matériel est constitué par la détention de ses objets. En l'espèce M. Robert reçoit ces objets avant d'aller les revendre. Durant cette période il en a la détention.

L'élément moral de l'infraction est constitué par la connaissance de l'origine frauduleux des objets. En l'espèce, dans le cas où ces objets auraient été obtenus frauduleusement, M. Robert ne devrait pouvoir l'ignorer. En effet, ces objets arrivent neufs, de façon régulière et il est peu probable que leur origine soit légale.

Par conséquent, sous réserve de la confirmation (par éventuellement une enquête) de l'origine frauduleux des objets, le délit de recel est bien constitué.

Au vu des circonstances aggravantes, nous pouvons envisager la bande organisée, prévue à l'article 321-2 du code pénal. La bande organisée est définie à l'article 132-71 du même code comme une entente établie en vue de la préparation d'une infraction. En l'espèce, il semble bien que M. Robert se livre à un véritable trafic. Par ailleurs, le même article en son 1° prévoit que le fait de commettre habituellement le recel est également une circonstance aggravante. En l'espèce, M. Robert reçoit régulièrement des objets.

Il encourt donc à titre principal 10 ans de prison et 375 000 € d'amendes.

E- les menaces

M. Robert a dit à Mme Dupont que s'il la laissait, il la tuerait.

L'infraction de menace est prévue à l'article 222-16 du code pénal.

L'élément matériel est constitué par le menace de commettre un crime ou un délit avec aide de remplir une condition. En l'espèce M. Robert menace Mme Dupont de meurtre, qui est un crime. Il lui demande de continuer à l'héberger, ce qui constitue bien la condition à remplir.

L'élément intentionnel consiste en un dol général. En l'espèce c'est volontairement que M. Robert menace Mme Dupont.

L'infraction est donc constituée.

L'alinéa 2 de l'article 221-18 du code pénal prévoit une aggravation de la sanction en cas de menace de mort. En l'espèce, M. Robert menace de tuer Mme Dupont, il y a bien menace de mort.

L'infraction est punie de 5 ans d'emprisonnement et 75000 € d'amende.

F- l'appareillement

Il n'est pas possible d'utiliser ici la prévention d'abus de confiance, celui-ci ne pouvant s'appliquer à des immeubles.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

II - les actes d'enquête.

Afin d'étudier la légalité des actes d'enquête (B), il est nécessaire de connaître le cadre d'enquête (A).

A - le cadre d'enquête.

En l'absence d'instruction préparatoire, il convient de vérifier si les conditions de l'enquête de flagrance sont réunies.

L'enquête de flagrance est prévue à l'article 53 du Code de procédure pénale (ci-après dénommé CPP). Parmi les cas d'ouverture de cette enquête, le code prévoit celui de la "dameur publique". En l'espèce, le dépôt de plainte correspond à ce cas d'ouverture. Il faut ensuite que soit remplie la condition temporelle. En l'espèce, Mme Robert vient d'être chassée de chez elle le matin même, avec destruction des meubles et menace de mort. Un délit a donc bien été commis depuis moins de 24 heures.

L'officier de police agit donc dans le cadre de l'enquête de flagrance.

B - la légalité des actes.

Tout d'abord l'officier de police effectue une ^{visite domiciliaire} ~~perquisition~~ au domicile de Mme Dupont. Cet acte est prévu à l'article 56 du CPP. Dans le cadre de l'enquête de flagrance la loi autorise l'officier de police judiciaire à effectuer une ^{visite domiciliaire} ~~perquisition~~ sans l'accord de la personne habitant les lieux, et sans autorisation préalable d'un magistrat. L'acte est donc valable.

Concernant l'arrestation et le placement en garde à vue : cet acte est prévu à l'article 63 du CPP. Il prévoit que l'officier de police peut placer en garde à vue toute personne à l'encontre de laquelle il existe des raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction. En l'espèce, suite à la plainte de Mme Dupont, l'officier trouve M. Robert enfermé dans le placard avec l'enfant ce qui semble confirmer les dires de Mme Dupont. L'arrestation en vue d'une garde à vue semble donc justifiée. Quant au port de menottes il est prévu à l'article 80 ~~63~~ du CPP, dans le cas où l'individu serait dangereux ou risquerait de s'enfuir. En l'espèce, le comportement étonnant de M. Robert et les dires de Mme Dupont justifient l'application de cet article.

Concernant la légalité de la garde à vue proprement dite, des obligations pèsent sur l'officier de police judiciaire : d'une part, il doit signifier immédiatement à la personne son placement en garde à vue, d'autre part, il doit immédiatement informer le procureur de la République. Concernant le placement en garde à vue, l'officier de police judiciaire aurait dû signifier à M. Robert ses droits dès l'interpellation et non pas attendre d'être parvenu au commissariat. ~~On voit difficilement ici quelle impossibilité matérielle il.~~ Concernant l'information du procureur de la République, l'officier a attendu plusieurs heures au lieu de le faire immédiatement. ~~Par conséquent, la nullité de la garde à~~

La conséquence de ces manquements est la suivante : pour le calcul de la durée de la garde à vue, le point de départ sera le moment de l'arrestation. En revanche pour la validité des actes effectués, le point de départ de la garde à vue sera l'information du procureur :

Admettant que l'a priori la Chambre criminelle (10 mai 2001), sous certaines circonstances innumérables, l'absence d'information du procureur fait nécessairement grief au garde à vue. Les actes effectués sous le régime de la garde à vue (par exemple les interrogatoires de M. Robert) entre son arrestation et l'information du procureur seront donc frappés de nullité.

III - Les suites judiciaires.

Si l'officier de police judiciaire trouve confirmation du trafic d'objets volés, il est possible que le procureur de la République décide d'ouvrir une instruction préparatoire (article 79 CPP).

Compte tenu du caractère violent de M. Robert il est probable que dans l'attente du procès il soit placé sous contrôle judiciaire. (avec notamment interdiction de paraître au domicile de Mme Dupont ou de s'approcher et elle ou de ses fils).

En l'absence d'instruction préparatoire, il sera renvoyé devant le tribunal correctionnel pour les délits pour lesquels le procureur peut avoir des éléments à charge suffisants.